diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

La crise au Kirghizistan : analyse des différentes dimensions spatiales

vendredi 18 juin 2010,par Patrice GOURDIN

Citer cet article / To cite this version :
Patrice GOURDIN, **La crise au Kirghizistan : analyse des différentes dimensions spatiales**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 18 juin 2010.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser une participation à votre convenance par PayPal via **la page suivante** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Géopolitique de l'Asie centrale. Alors que l'état d'urgence a été décrété au Kirghizistan, à la suite de violences interethniques, Patrice Gourdin propose une mise en perspective géopolitique très éclairante.

18 JUIN 2010 : au moins 200 morts, plus de 2 000 blessés, près de 300 000 déplacés dans le sud du pays et environ 100 000 réfugiés en Ouzbékistan. Le bilan – provisoire – des affrontements interethniques au Kirghizistan est dramatique. Ces troubles sanglants s'ajoutent aux désordres qui perturbent ce pays depuis le printemps. En deux jours, les 6 et 7 avril 2010, le président Bakiev, lui-même porté au pouvoir par une révolte populaire le 23 mars 2005, fut renversé. Certes, divers facteurs propres à l'espace national kirghize expliquent ce changement brutal et les événements actuels. Néanmoins, la crise revêt également plusieurs autres dimensions. Elle participe de l'instabilité qui prévaut dans une partie de l'Asie centrale ; elle s'insère dans les ambitions régionales de deux puissances eurasiatiques – la Russie et la Chine – et elle se trouve reliée à la politique de puissance mondiale des États-Unis. L'analyse doit donc s'opérer dans ces différentes dimensions spatiales.

LE KIRGHIZISTAN : UN PAYS EN CRISE

Commençons par l'espace national kirghize. Le territoire présente un certain nombre de conditions défavorables, tandis que des lignes de fracture traversent la population.

Enclavé, le Kirghizistan couvre 198 500 km2 de territoire pour l'essentiel montagneux – massif du Tian Chan – (90% se situe à une altitude supérieure à 1500 m), compartimenté et peu hospitalier (7% seulement des terres sont arables). Aussi sa population est-elle modeste : 5 400 000 habitants. Entre un tiers et la moitié de ceux-ci vivent en dessous du seuil de pauvreté. En effet, hormis l'eau de ses montagnes ainsi que des gisements d'uranium, d'or et de mercure, le pays ne dispose pas de ressources naturelles importantes. Minerais, hydro-électricité, élevage ovin et caprin, cultures irriguées (riz, coton, légumes) sont ses seules productions notables. Avec un projet de nouveau barrage hydro-électrique à Kambarata (sur la Naryn), le pays, qui approvisionnait les républiques soviétiques voisines avant 1991 et se trouve aujourd'hui en situation de pénurie, cherche à redevenir exportateur net d'électricité. Autrefois très prisé de la nomenklatura soviétique, le potentiel touristique de son espace montagnard agrémenté de près de 2 000 lacs d'altitude, ne paraît pas à la veille d'être valorisé. D'ailleurs, ses milieux naturels fragiles (comme le lac d'Issuk Koul) ne supporteraient pas une fréquentation massive. Des perspectives de développement par le commerce existent du fait de sa situation sur l'axe de communication qui relie la Chine à la Russie. À Dordoï, dans les environs de la capitale, Bichkek (sise dans la plaine de la Tchou), se trouve le plus grand marché d'Asie centrale, très largement approvisionné et contrôlé par des Chinois. Non quantifiable par définition, une économie souterraine existe, notamment à travers le trafic d'héroïne venue d'Afghanistan. Cela contaminerait l'ensemble des strates de la société, ce qui rend la lutte antidrogue particulièrement ardue : il n'existerait pas de groupe(s) stable(s) mais une nébuleuse mouvante.

Comme les Kazakhs, dont ils constituent une branche, **les Kirghizes descendent de pasteurs nomades turcs ou turcisés venus du Haut Ienisseï**. Installés sur le territoire actuel depuis le Xe siècle, ils sont majoritaires dans la population (65%), mais ils coexistent avec plusieurs minorités, dont les plus importantes sont les Ouzbeks (14%) et les Russes (12,5%, peut-être seulement 8,5% si l'on en croit les statistiques officielles de 2009). Ils se sentent mal à l'aise : prépondérants dans les montagnes, ils sont minoritaires dans les villes (les Ouzbeks sont majoritaires à Och, les Russes sont majoritaires dans la capitale, Bichkek, et composent l'essentiel de l'encadrement dans de nombreuses entreprises privées, par exemple) et dans les riches plaines du nord, dominées par les

Ouzbeks. Lors de l'incorporation à l'Empire, en 1876, les colons russes confisquèrent brutalement les meilleures terres. Durant les années 1930, Staline sédentarisa par la force les pasteurs nomades, en particulier dans le haut bassin de la Naryn. Cela nourrit un ressentiment à l'endroit des Russes. Kirghizes et Ouzbeks ne vivent pas non plus en bonne intelligence. Ainsi, en juin 1990, de violents affrontements entre les deux communautés firent 300 morts à Och. Contrôlant une partie de l'activité économique et des ressources, en particulier dans le sud, les Ouzbeks demandent que leur langue soit reconnue comme langue officielle et revendiquent une meilleure représentation politique. Les Kirghizes s'y refusent, craignant qu'à leur pouvoir économique les Ouzbeks n'ajoutent une forte influence politique et n'exigent l'autonomie des zones dans lesquelles ils sont majoritaires. L'unité déjà fragile du pays n'y résisterait peut-être pas. Ajoutons que le peuple kirghize est en partie dispersé : certains des siens résident en Chine (province du Xinjiang), en Afghanistan (notamment dans le corridor de Wakhan) et au Tadjikistan.

Contrastes

Les contrastes qui existent entre la **partie septentrionale** et la **partie méridionale** du pays suscitent des tensions. La première, plus riche, plus urbanisée, plus russifiée et plus progressiste, exerce sa mainmise sur le pouvoir. La seconde, plus pauvre, plus rurale, plus islamisée et plus conservatrice, se trouve marginalisée. D'ailleurs, certains avaient présenté l'accession au pouvoir de Kourmanbek Bakiev, originaire de la région de Djalal-Abad, comme une victoire (une revanche ?) des habitants du sud. Toutefois, il ne faut peut-être pas exagérer cette césure : l'agitation politique qui se développa en mars et avril 2010 toucha tout à la fois le nord (Talas), le centre (Naryn) et une partie du sud (vallée de l'Alaï) du pays. Elle partit de la province pour triompher à Bichkek. Au sein du gouvernement provisoire, nordistes et sudistes siègent à parité et le clivage régional semble surmonté, du moins pour le moment. En revanche, depuis la chute du président, il se produit des troubles de plus en plus graves dans son fief. Les trafiquants d'héroïne instrumentaliseraient ces tensions pour entraver la consolidation du gouvernement provisoire par crainte que ce dernier renforce, avec l'aide de la Russie, la lutte antidrogue (qu'avait affaiblie le gouvernement Bakiev en démantelant l'agence de lutte antidrogue fin 2009). À Och et à Djalal-Abad, cela se doublerait d'un affrontement entre **Kirghizes** et **Ouzbeks**, ces derniers, moins pauvres voire plus prospères que la plupart des premiers, soutenant le gouvernement provisoire. Ils auraient également une autre raison pour cela : le gouvernement Bakiev menait une politique qui leur était défavorable. Ceci rend difficile l'explication des sanglants affrontements, vraisemblablement planifiés, qui éclatèrent le 10 juin 2010 à Och et se répandirent dans la région durant les jours suivants : s'agit-il d'un nouvel épisode de tensions interethniques récurrentes, de rivalités socio-économiques, de luttes politiques, de contentieux mafieux (la grande criminalité est présente dans les deux communautés), voire des quatre à la fois ? Et dans ce cas, qui manipule qui ? L'attitude des forces de l'ordre pose également problème : composées de Kirghizes, réputées favorables (par affiliation clanique ?) au président déchu, elles auraient brillé par leur passivité et certains de leurs éléments auraient prêté main forte aux massacreurs et aux pillards.

La majeure partie des habitants est musulmane. Les conquérants arabes parvinrent dans la région au VIIIe siècle. La ville de Talas marque le lieu où la contre-offensive menée par la dynastie chinoise des Tang échoua en 751. À partir de cette date, l'Asie centrale échappa à l'empire du Milieu. Toutefois, les populations nomades se convertirent tardivement (à partir du XVIIe siècle) et de façon progressive. Il s'agit d'un islam sunnite rattaché à l'école de jurisprudence hanafite, la plus libérale. Il est fortement teinté de pratiques héritées du chamanisme au nord, plus austère au sud. Och fut un très actif foyer du soufisme, mal vu des islamistes. En dehors de la composante ouzbèke, la population semble peu sensible à l'islam politique, représenté notamment par le groupe radical *Hezb al Tahrir al Islami* (Parti de la libération islamique). D'ailleurs, la plupart des hommes et des femmes qui animent la vie politique depuis l'indépendance (proclamée en 1991) appartiennent

encore au personnel formé durant l'ère soviétique, ce qui donne lieu à de curieux chassés-croisés et explique en partie la relative mansuétude envers les dirigeants évincés comme envers ceux qui font défection. À cet égard, le parcours de Rosa Otounbaïeva, chef du gouvernement provisoire mis en place le 7 avril 2010, est édifiant : cadre du parti communiste ouzbek, elle entama sa carrière comme diplomate durant l'ère soviétique, fut un temps ministre des affaires étrangères sous les présidents Akaïev puis Bakiev, mais elle dénonça leurs pratiques et démissionna. La faiblesse numérique de cette classe dirigeante contribue également au phénomène : le pays ne dispose pas d'un vivier étendu de cadres compétents, ce qui empêche l'éviction définitive de ceux qui manquent de loyauté. Aussi les événements d'avril 2010 paraissent-ils davantage tenir du détournement du pouvoir par une coalition hétéroclite de rivaux frustrés par le régime Bakiev que d'une révolution démocratique et moralisatrice en vue de la bonne gouvernance du pays. Les rivalités personnelles pourraient rapidement miner le gouvernement provisoire et l'empêcher de durer jusqu'au référendum constitutionnel du 27 juin ou jusqu'aux élections législatives prévues pour le 10 octobre 2010. Les élections présidentielles ont été repoussées à la fin de 2011 et le référendum du 27 juin comporte également une question concernant le maintien de Rosa Otounbaïeva à la tête du pays. Les troubles graves qui enflamment le pays depuis le 10 juin pourraient viser, entre autres choses, à rendre impossible le scrutin du 27 juin.

En fait, deux réalités fondamentales influent sur la vie politique du pays : les factions ainsi que la crise économique et sociale.

N'ayant jamais connu ni monarchie ni féodalité, la société kirghize demeure dirigée par des **factions claniques**, soumises à l'autorité de leurs Anciens et très solidaires du fait de l'état de guerre perpétuelle dans lequel elles vécurent des siècles durant. Elles sont de culture orale, ce qui fait que, encore aujourd'hui, les informations circulent très rapidement de bouche à oreille. Ainsi, l'ensemble de la population n'ignore-t-elle rien des faits et gestes de ses dirigeants, notamment de leurs turpitudes. Ces clans auraient des bases régionales encore solides, héritées du compartimentage du relief. Ils se disputent le contrôle d'un État faible. Il en résulte, de la part des détenteurs temporaires du pouvoir, des pratiques caractéristiques de la mauvaise gouvernance : l'autoritarisme, la corruption et le népotisme. L'intérêt général et le dévouement au bien commun ne se sont pas encore acclimatés au Kirghizistan. Dans la mesure où une part importante de la population n'a pas d'emploi et vit dans la pauvreté, ces abus entretiennent le mécontentement et la criminalité, tout en offrant un terrain de manœuvre à toutes les tentatives de déstabilisation. La réélection truquée du président Bakiev (le 23 juillet 2009), le contrôle de pans entiers de l'économie par certains de ses parents, la hausse du coût de plusieurs produits ou services de base (eau, électricité, chauffage, télécommunications, entre autres, dont profitaient des proches du président) et l'accentuation de la répression (y compris des assassinats) contre ceux qui critiquaient le régime, composèrent le cocktail explosif qui provoqua la révolution de 2010. Observons que les mêmes causes avaient entraîné la chute du président Askar Askaiev en 2005, qui lui-même avait succédé à l'autoritaire Abasamat Massaliev en 1990, lequel avait remplacé le corrompu et népotique premier secrétaire du parti communiste en place depuis l'ère Khrouchtchev, Turdakan Ousoubaliev, en 1985. Le gouvernement provisoire affiche l'intention de renforcer les pouvoirs du parlement et de mettre en place les conditions d'élections libres et non truquées. En admettant qu'il le puisse, le fera-t-il, ou bien s'agit-il d'un discours à destination des éventuels bailleurs de fonds occidentaux ?

Moins de deux semaines (le 19 avril) après le renversement de Bakiev, de **violentes émeutes** éclatèrent à Maevka, aux portes de Bichkek. Des déshérités d'ethnie kirghize exproprièrent par la violence des **terres** détenues par des Russes (qu'ils avaient eux-mêmes confisquées à la fin du XIXe siècle) et par des Turcs Meskhètes (déportés de Géorgie par Staline en 1944). Les logements sociaux, promis à plusieurs reprises depuis l'indépendance, n'étant toujours pas construits (les terrains prévus à cet effet firent l'objet de spéculations plus rentables), des pauvres venus de tout le

pays pour tenter de survivre dans le seul centre économique du pays décidèrent de s'emparer de terrains sur lesquels construire des abris de fortune. Certains observateurs voient dans ces occupations illégales un facteur d'appauvrissement et de désordre : ces parcelles se trouvent dans des zones non viabilisées et ceux qui s'en emparent n'ont aucun revenu pour les aménager. Cela ne peut, donc, déboucher que sur la constitution de poches de misère et de criminalité. Dans certains cas, des fonctionnaires liés aux groupes mafieux auraient fait venir des parents depuis la province pour occuper ces terres, jusqu'à ce qu'elles passent aux mains de spéculateurs fonciers. Cette violence, ces pratiques illégales, ces antagonismes interethniques s'exacerbent du fait du creusement extrêmement rapide des inégalités et faute d'un État fort, capable de faire régner l'équité, la loi et l'ordre. À court terme, les changements de dirigeants en dehors de tout processus électoral et accompagnés de violences, ne laissent pas augurer de progrès en ce domaine.

Cette instabilité est aggravée par un voisinage pour le moins difficile. Or, ni ses ressources, ni ses capacités militaires, ne permettent au Kirghizistan d'assurer son indépendance. Son enclavement le pousse à multiplier les accords de coopération.

LE KIRGHIZISTAN : UN PAYS D'ASIE CENTRALE, PROCHE DE L'AFGHANISTAN

L'espace régional joue un rôle essentiel. Or, les relations avec les autres États d'Asie centrale sont contrastées. La libéralisation précoce de son économie amena l'admission du Kirghizistan dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 1998, ce qui l'exclut des avantages douaniers internes à la Communauté des États indépendants (CEI) formée par la Russie avec plusieurs anciennes républiques socialistes soviétiques, dont celles d'Asie centrale. Il se voit donc, depuis lors, appliquer des taxes de l'ordre de 200% sur ses exportations à destination de ses partenaires principaux. Cela ne l'empêche pas, pour sa part, de surtaxer la réexportation des produits chinois dans ces mêmes pays.

Intermédiaire économique indispensable pour l'approvisionnement du pays (liaisons routière et ferroviaire, lignes de transport d'électricité), contrôlant l'essentiel de son secteur bancaire et principal investisseur étranger, le **Kazakhstan** est le seul voisin qui n'a pas de contentieux avéré avec le Kirghizistan. Un peu moins autoritaire que les autres pays limitrophes et un tantinet plus soucieux qu'eux d'améliorer les conditions de vie de sa population, le gouvernement semble toutefois redouter un effet de contagion et la frontière est fermée depuis le soulèvement. Présidant alors l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), il joua un rôle actif de médiateur entre les acteurs pour contenir les troubles d'avril 2010. Tout en envoyant une aide humanitaire d'urgence et des produits énergétiques, il encouragea le gouvernement provisoire à améliorer en priorité la situation économique et sociale. En outre, sous la pression de la Russie, il tente de mieux lutter contre le trafic de drogue. C'est peut-être aussi pourquoi il ferma temporairement leur frontière commune.

Cette implication contraste avec le silence des dirigeants des autres pays de la région, probablement préoccupés par les menaces de déstabilisation. En effet, **le Kirghizistan partage quatre facteurs de risques avec le Tadjikistan et l'Ouzbékistan : mauvaise gouvernance, sous-développement, tensions ethniques et contestation religieuse**.

Avec le **Tadjikistan**, il n'existe pas de contentieux territorial, mais ce pays est impuissant face au trafic de drogue et aux groupes islamistes armés. Démocratie factice, il n'apporte pas à sa population les sécurités élémentaires et les services de base qu'elle est en droit d'attendre de ses dirigeants. Bien pis, il couvrirait des activités criminelles et demeure absent de régions entières du pays. Il entretient avec l'Ouzbékistan de mauvaises relations qui retentissent sur le Kirghizistan :

litiges frontaliers, soutien de Tachkent aux islamistes durant la guerre civile de 1992-1997, contrôle de l'eau (barrage de Roghum).

L'**Ouzbékistan** caresse le rêve de devenir la puissance dominante de la région. Il cherche donc à peser sur son faible voisin, en particulier par la fermeture inopinée des passages frontaliers. En outre, il s'inquiète de la sécurité de son approvisionnement en eau, dans la mesure où Bichkek contrôle le cours supérieur de l'un de ses fleuves nourriciers, le Syr Daria. Ainsi, l'annonce du projet de nouveau barrage hydro-électrique, à Kamabarata, sur l'un de ses affluents, la Naryn, provoqua, en mars 2010, de fortes tensions entre les deux pays. De plus, en Asie centrale, le foyer traditionnel d'agitation islamiste se trouve dans la vallée du Ferghana. Aussi, toute déstabilisation du Kirghizistan risque d'offrir au Mouvement islamique d'Ouzbékistan (soutenu par les *taliban* lorsqu'ils détenaient le pouvoir à Kaboul et qui combattit les Américains aux côtés d'*al-Qaida* en 2001) une base territoriale mitoyenne contre le régime du président Karimov. Enfin, le partage de la riche vallée du Ferghana, orchestré par Staline, ne cesse d'alimenter les rivalités. Bichkek possède pratiquement toute la partie montagneuse (crêtes du Tchamkal au nord, massif de l'Alaï au sud), prenant littéralement en tenaille la vallée proprement dite, qui appartient, pour l'essentiel, à l'Ouzbékistan. Des querelles éclatent fréquemment au sujet des terres et de l'eau. Tachkent revendique la ville d'Och, sise dans la vallée, et ses environs, au motif que la population en est majoritairement ouzbèke. Certains avancent même comme explication l'inquiétude du haut commandement de l'armée kirghize (déjà préoccupé par la présence de deux enclaves ouzbèkes en territoire kirghize : celles de Sokh et de Khamzaabad) quant à la loyauté des Ouzbeks : ne seraient-ils pas une cinquième colonne potentielle en cas de conflit avec l'Ouzbékistan ? En tout cas, cette solidarité ethnique explique son implication dans l'aide aux victimes des émeutes anti-Ouzbeks de juin 2010. Relevons toutefois qu'elle fut limitée par sa propre fragilité : le pays n'a pas pu accueillir tous les réfugiés qui se pressaient à la frontière. Ses capacités matérielles étaient limitées et les flots de réfugiés facilitent l'infiltration d'éléments hostiles. Signalons, enfin, que Tachkent serait particulièrement mécontent de l'éventuelle implantation d'une base russe près d'Och. Celle-ci a peut-être une finalité dissuasive à l'encontre ses éventuelles visées expansionnistes.

Le conflit en Afghanistan

Le conflit en cours en Afghanistan pèse sur l'ensemble de l'Asie centrale. Les factions insurgées, les seigneurs de la guerre et des membres du gouvernement de Kaboul, organisent un **trafic de drogue** à grande échelle, qui s'écoule largement par la région. Depuis les années 1990, les *taliban* et *al-Qaida* soutiennent des groupes armés islamistes qui menacent l'ensemble des gouvernements en place, affectés, à des degrés variables, des mêmes défauts que ceux qui provoquèrent la chute du président Bakiev.

Mouvement islamiste radical issu d'une dissidence des Frères musulmans (1951), le *Hezb al Tahrir al Islami* (Parti de la libération islamique) veut restaurer le califat musulman et l'étendre à l'ensemble du monde. Il est interdit et, efficacement pourchassé en Ouzbékistan, il se serait replié dans le sud du Kirghizistan. Actif au Proche-Orient, où il tente d'infiltrer l'armée et les services de sécurité pour rétablir l'islam "véritable", on le retrouve dans l'ensemble de l'Asie centrale et il dispose de bases arrière dans les communautés musulmanes émigrées en Europe occidentale. Sa réelle capacité de nuisance paraît limitée et il semble avant tout fournir un épouvantail commode aux despotes locaux.

Sans être le pivot stratégique de l'ensemble du monde, l'Asie centrale revêt une grande importance comme couloir de communication entre l'est et l'ouest de l'Eurasie et comme réservoir de matières premières.

LE KIRGHIZISTAN : UN PAYS SOUMIS AUX PRESSIONS DE LA RUSSIE ET DE LA CHINE

Ces atouts intéressent la Chine et la Russie, ce qui insère **le Kirghizistan dans l'espace continental eurasiatique**.

Intégré dans l'**Empire russe** en 1864, le Kirghizistan demeura sous son contrôle jusqu'en 1991. De la sorte, les Russes avaient la mainmise sur les routes menant à la Chine, au Tibet ou à l'Inde, et ils disposaient, avec les Tian Chan, d'un rempart naturel (rôle également joué par les Carpates et le Caucase). Aujourd'hui, le Kirghizistan permet de surveiller l'Ouzbékistan, le Kazakhstan, la Chine et le Tadjikistan, voire d'exercer des pressions sur eux. Dans le cas d'un conflit limité à l'usage d'armes conventionnelles, le relief et la distance retrouveraient toute leur importance, d'où l'intérêt stratégique de ce pays. Moscou y a conservé un centre de télécommunication pour sa marine (à Kara-Balta, à l'ouest de Bichkek) et une base d'essais d'armes anti-sous-marines (sur le lac Issyk Koul).

Depuis l'éclatement de l'URSS, la Russie affiche la volonté d'exercer une influence exclusive sur ses anciennes possessions, qu'elle désigne comme son "étranger proche". Elle demeure très présente économiquement et la pauvreté rend le Kirghizistan particulièrement vulnérable à la domination financière. D'ailleurs, le premier geste des autorités provisoires, en avril 2010, fut de remercier la Russie et de négocier avec elle une aide économique. Nécessité, certes, mais également sage précaution, avec un associé qui avait déstabilisé le régime précédent en augmentant de manière considérable les droits de douane sur les exportations de produits énergétiques à destination de Bichkek. Autre moyen de pression : environ 1 million de Kirghizes travailleraient en Russie et leurs envois assureraient 40% des revenus du pays. L'on imagine sans peine les troubles que provoquerait le renvoi chez elle de tout ou partie de cette main-d'œuvre. Toutefois, depuis la crise financière de 2009, l'arrêt d'une partie des chantiers de construction a réduit les ressources de ces migrants, employés pour l'essentiel dans le bâtiment. La très forte diminution de leurs envois d'argent serait l'une des causes de l'appauvrissement considérable de la population – notamment dans le sud – enregistré durant les derniers mois. Néanmoins, observons que, du fait de la régression démographique du pays, l'économie russe a besoin de cette main-d'œuvre pour accompagner sa croissance.

Intégration

Moscou réussit à intégrer le Kirghizistan dans toutes les organisations régionales qu'elle domine. Bichkek est membre de la Communauté des États indépendants (**CEI**) et de la Communauté économique eurasiatique. Elle appartient également à l'Organisation du traité de sécurité collective (**OTSC**) fondée en 1992 pour faire contrepoids à l'OTAN (qui, d'ailleurs, ne la reconnaît pas) et qui se rapprocha de l'ONU en mars 2010 pour lutter en commun contre le terrorisme et la criminalité internationale. Dans ce cadre, la Russie dispose – gratuitement – depuis 2003 d'une base militaire à Kant, près de Bichkek. Compensation probable du maintien de la présence américaine, elle avait obtenu l'accord de principe pour en ouvrir une seconde à Och, dans le sud du pays. Cela lui aurait permis de se trouver à proximité de la vallée du Ferghana, région revendiquée par l'Ouzbékistan et zone sensible du fait tant d'un intense trafic de drogue (six des dix routes répertoriées de l'héroïne afghane passent par Och) que d'une forte activité islamiste. Ce projet avait tendu les relations de Tachkent avec la Russie et entraîné un rapprochement avec les États-Unis. Mais, inquiet des risques de déstabilisation de son pouvoir (le soulèvement d'Andijan, en 2005, survint peu après la "révolution des tulipes"), le président ouzbek, s'était rapproché de Moscou. Ces implantations servent, officiellement, à protéger les russophones de la région (au lendemain des affrontements de Maevka, le 19 avril, le président Medvedev ordonna à son ministre de la Défense de protéger les

Russes résidant en Asie centrale et leurs propriétés) et à lutter contre la pénétration des islamistes. Il ne fait guère de doute qu'elles visent aussi à contrer l'implantation américaine. Il se pourrait qu'en outre, elles permettent une surveillance électronique de la Chine, puissance rivale très présente dans les parages.

La Chine

En effet, la Chine contrôla la région à plusieurs reprises depuis l'Antiquité, la dernière fois entre 1750 et 1820. Préoccupée par ses besoins hydrauliques, elle revendique d'ailleurs la région du lac Issuk Koul, perdue en 1820. Des siècles durant, elle emprunta ce couloir de communication. Elle s'approvisionnait en chevaux jusqu'au Ferghana. L'extrémité orientale du pays domine la porte de Dzoungarie, passage stratégique essentiel. Aujourd'hui, Pékin vise essentiellement deux objectifs. D'une part, elle cherche un accès aux **matières premières** et aux **marchés** d'Asie centrale. Or, le Kirghizistan est un lieu de transit indispensable, d'où les projets de routes (comme celle de 500 kilomètres qu'elle a construite pour rejoindre Bichkek par le col d'Erkeshtam) et de voie ferrée. D'autre part, elle entend contrer le **péril islamiste** qui couve dans la province du **Xinjiang** et son petit voisin semble un État-tampon entre les extrémistes musulmans ouzbeks du Ferghana et les Ouïghours. Préoccupation supplémentaire pour Pékin, une minorité ouïghoure (estimée entre 50 000 et 250 000 personnes) réside au Kirghizistan. Leur contrôle suppose la stabilité de ce dernier. La frontière, poreuse, ne mesure pas moins de 1 100 kilomètres et il faut que Bichkek ait les moyens d'y assurer une surveillance efficace. En conséquence, et au grand déplaisir de la Russie, la Chine s'implique de plus en plus dans l'aide économique à son voisin. Elle déploie également son influence culturelle (un centre Confucius vient d'ouvrir à Bichkek) et le nombre de migrants chinois augmente. Toutefois, que ce soit dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai (dont Bichkek est membre, et où elle cohabite avec la Russie), ou dans ses relations bilatérales, la Chine se refuse à prendre la moindre part directe à la sécurité de la région. Par manque de moyens, ou par habileté politique ? Nul ne le sait. Soucieuse, au même titre que l'Iran et la Turquie, de la stabilité politique de cette partie du monde, elle ne s'empressa d'ailleurs pas davantage que ces derniers d'établir des contacts officiels de haut niveau avec le gouvernement provisoire. Depuis le début des émeutes de juin 2010, elle s'est bornée à évacuer ses ressortissants.

Comme Moscou, avec qui elle fait cause commune sur ce point, la Chine entend contrer toute implantation américaine dans la région. Le Kirghizistan cherche donc son salut dans un délicat jeu de bascule, illustré par cette plaisanterie : « les Kirghizes prennent le petit-déjeuner avec les Chinois, le déjeuner avec les Russes et le dîner avec les Américains ».

LE KIRGHIZISTAN : UN PAYS PRIS DANS LES RIVALITES POUR LA PREPONDERANCE MONDIALE

Depuis 1991, les **États-Unis** sont **soupçonnés** de mener une politique plus ou moins discrète de **refoulement de la Russie** sur l'ensemble des territoires qui échappèrent à l'Empire. Washington dément officiellement, mais l'observation des événements et des cartes laisse planer un doute.

Le Kirghizistan a tout d'une pièce du puzzle que les États-Unis assemblent inlassablement afin d'assurer leur suprématie mondiale. Situé sur l'arc de crises, il leur offre une position à partir de laquelle surveiller la Russie, la Chine et l'Iran, protéger leurs intérêts en Asie centrale, ainsi qu'agir en Afghanistan.

Les États-Unis investissent

Les Américains investirent de manière substantielle dans le pays. Ils favorisèrent son intégration

dans l'OMC. Toutefois, ils ne firent rien pour l'aider à échapper aux contraintes économiques de l'enclavement, aggravées par la prépondérance russe dans une région. Il est l'un de leurs alliés dans la lutte contre le terrorisme islamiste. Il leur apparut (tant en 1990 avec l'avènement d'Akaïev, qu'en 2005 avec l'arrivée de Bakiev) comme un État prometteur en matière de démocratie et de droits de l'homme. Néanmoins, le gouvernement américain aurait cessé tout contact avec l'opposition au président Bakiev depuis 2008. Les États-Unis entraînent et équipent des éléments des forces kirghizes, notamment pour sécuriser les frontières poreuses du pays. À partir de décembre 2001, pour disposer de la base de Manas, indispensable au soutien logistique des opérations militaires en Afghanistan, ils s'acquittèrent d'une forte somme – 18 millions de dollars par an – et favorisèrent peut-être la corruption des dirigeants par l'intermédiaire de deux sociétés "opaques", Mina Corporation et Red Star Enterprises, qui font l'objet d'une enquête. La coalition internationale, qui compte 87 000 soldats et 107 000 "contractuels de sécurité" américains ainsi que 47 000 soldats de 44 pays, est répartie entre environ 400 points d'appui dispersés sur l'ensemble du territoire afghan. Ce défi logistique gigantesque éclaire l'enjeu de Manas. Et ce, surtout depuis l'éviction américaine d'Ouzbékistan (base de Karchi-Khanabad), en 2005, et la montée de l'insécurité sur la voie pakistanaise. Les Russes auraient payé très cher pour que le gouvernement kirghize mette fin à l'utilisation de la base de Manas par les Américains. Il semblerait que le président Bakiev avait empoché l'argent russe (une aide de 2 milliards de dollars), puis renégocié à la hausse le "loyer" payé par les États-Unis (60 millions de dollars et des aides diverses). Toutefois, le 16 avril 2010, le gouvernement provisoire annonça la prorogation du bail pour un an, sans susciter l'ire du Kremlin. En effet, les Russes se trouvent devant un grave dilemme : ou ils prennent le risque d'une implantation américaine durable ou ils subissent de plein fouet les conséquences déstabilisatrices d'une victoire des *taliban* en Afghanistan. Ajoutons que début mars 2010, Washington avait annoncé le projet d'ouverture d'un centre d'entraînement à la lutte antiterroriste, dans le sud-ouest du pays (province de Batken, créée en 1999 dans une zone particulièrement sensible et très fréquentée par les trafiquants d'héroïne afghane), dans la vallée du Ferghana, au milieu d'enclaves ouzbèkes et tadjikes.

Ce **double jeu** pourrait expliquer le rôle actif de Moscou dans les événements du 7 avril 2010, notamment une campagne de presse – inattendue de la part d'un pouvoir non exempt de reproches en la matière – sur le népotisme, la corruption et l'autoritarisme du régime Bakiev. Le président Medvedev et son Premier ministre Poutine auraient "puni" Bakiev. D'ailleurs, le gouvernement russe offrit immédiatement son aide au gouvernement provisoire, puis extrada l'ex-ministre de l'Intérieur, Moldomoussa Kongantiev, responsable de la répression des 6 et 7 avril (probablement 85 morts et 2 000 blessés). Ce comportement viserait également à montrer à Washington que la Russie demeure la puissance prépondérante dans la région et qu'il faut négocier avec elle. Certains observateurs relevèrent que le soulèvement survint alors que des officiels kirghiz (dont un fils du président Bakiev) négociaient les Américains. Enfin, nul doute que le Kremlin ait savouré l'ironie de cette bataille à front renversé : le gouvernement russe dénonçant un régime autoritaire (largement inspiré de la « démocratie dirigée » et du « pouvoir vertical » pratiqués par Vladimir Poutine), corrompu et népotique, soutenu par le défenseur de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance. Il est vrai que les impératifs stratégiques de la guerre en Afghanistan priment dans l'actuelle politique américaine. Ne furent-ils pas évincés d'Ouzbékistan parce qu'ils dénonçaient les pratiques sanglantes du régime (répression des émeutes d'Andijan) ? Bel exemple de cet "idéalisme réaliste" que l'on appelle le wilsonisme.

Arrangements

Arrangements avec les principes de bonne gouvernance, paiement de subsides et de redevances, tolérance de certains "surcoûts", aggravent incontestablement l'autoritarisme et la corruption dans la région, ce qui nourrit un sentiment anti-occidental, sans que les islamistes radicaux n'y soient

pour rien. Pourtant, il convient de remarquer, également, que les États-Unis s'avèrent utiles en suppléant partiellement les carences russes. Par leur présence, ils contribuent à la stabilité politique de la région : maintien de régimes fragiles mais amis, guerre contre les islamistes radicaux. Ils participent à la survie économique de ces pays par les aides et autres redevances qu'ils versent.

La présence américaine s'inscrit également dans le cadre de la rivalité avec la Chine pour l'accès aux matières premières. Mais Pékin joue un rôle plus effacé que Moscou et n'apparaît pas ouvertement dressée contre Washington.

VERS UNE INTERVENTION RUSSE ?

Depuis avril 2010, certains experts russes prédisent avec insistance que le Kirghizistan va sombrer dans le chaos, ou tomber aux mains des islamistes radicaux, deux risques que Moscou ne peut accepter dans son environnement immédiat. Préparent-ils le terrain en vue d'une ingérence plus musclée, si le gouvernement provisoire échoue ? D'autant que le président biélorusse, Alexandre Lukachenko, en offrant asile à M. Bakiev, garde un fer de remplacement au feu pour le Kremlin, qui a déjà sous la main le président déchu Akaïev. La guerre avec la Géorgie, en 2008, a démontré que la Russie n'hésitait plus à recourir à la force pour préserver ce qu'elle considère comme sa zone d'influence exclusive. Elle prouva, également, que ni Washington ni Pékin n'étaient prêts à l'épreuve de force pour l'en empêcher. L'exemple de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud nous a enseigné à quoi peuvent servir les forces de maintien de la paix obligeamment fournies par Moscou. Dans cette hypothèse, le **renforcement de l'emprise russe** sur le Kirghizistan pourrait bien être en marche. Mais Moscou jouerait alors doublement avec le feu. D'une part, en soutenant, pour la première fois, un mouvement démocratique dans sa sphère d'influence, elle prendrait le risque de renforcer les courants de même nature dans son environnement proche, voire chez elle. À moins qu'elle sache ne pas avoir d'inquiétude à nourrir sur ce plan, comme le pensent ceux qui ne croient pas aux convictions démocratiques de l'actuel gouvernement provisoire. D'autre part, la cohésion et la solidité du gouvernement provisoire kirghize sont tout sauf assurées. Si le pays basculait dans la guerre civile, l'instabilité pourrait se propager à l'ensemble de la région.

Toutefois, dans l'immédiat, la demande d'envoi de troupes à Och, formulée le 12 juin 2010, puis retirée le 15 juin par les dirigeants kirghizes qui ont perdu le contrôle de la situation, semble embarrasser le Kremlin. **Pris à contre-pied**, tous les observateurs tentent de comprendre ce que signifie son refus d'intervenir au motif qu'il s'agit d'une "affaire intérieure". Prétexte masquant l'impuissance, prise en compte de l'hostilité de la population russe qui redouterait un nouvel Afghanistan, volonté sincère de respecter le droit international, désir de renforcer l'OTSC en la mettant en avant, incertitude réelle quant à l'issue d'une telle intervention, réticences de l'état-major russe soucieux de conserver à sa disposition des unités dont il pourrait avoir besoin en cas de brusque dégradation de la situation dans le Nord-Caucase, ou manœuvre pour obtenir davantage de concessions de la part des dirigeants kirghizes ? Il est impossible de le savoir pour le moment. Les plus optimistes voient dans cette retenue de Moscou le signe que sa politique régionale aurait changé et que la crise kirghize pourrait déboucher sur une coopération avec… les États-Unis.

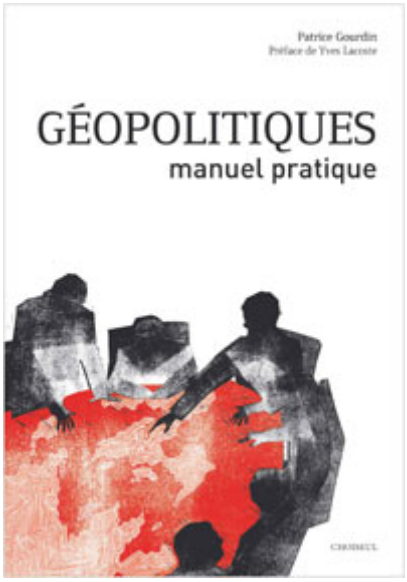
Manuscrit clos le 18 juin 2010

Copyright juin 2010-Gourdin/Diploweb.com

Plus

. Patrice Gourdin, Géopolitique : sources et bibliographie indicative Voir

. Patrice Gourdin, *Géopolitiques, manuel pratique* , préface d'Yves Lacoste, Paris, Choiseul, 2010, 736 pages, 35 euros, ISBN : 978-2-36159-000-0



Présentation du livre par l'éditeur.

Le XXIe siècle marque le retour brutal de la géopolitique sur le devant de la scène. À l'heure du basculement des rapports de forces entre puissances, de la multiplication des crises et des conflits, il manquait un ouvrage qui donne de véritables outils d'évaluation et de compréhension. Ce manuel pratique d'analyse géopolitique, réalisé par un expert reconnu des relations internationales, est le premier du genre. Il offre enfin à la discipline une méthodologie rigoureuse et structurée, et met à disposition du lecteur toutes les clés de l'analyse géopolitique.

Quel rôle joue le territoire dans les conflits ? À quels facteurs humains s'attacher pour comprendre les lignes de tensions du monde ? Pourquoi les représentations géopolitiques peuvent-elles provoquer des guerres ? Quelles sont les motivations des acteurs extérieurs qui s'immiscent dans les crises ? L'étude de cas concrets tels que le Tibet, le Darfour, la Tchétchénie ou encore l'Afghanistan ancrent fermement le propos de l'auteur dans l'actualité.

Avec ce manuel très accessible et qui va faire référence, le lecteur peut enfin comprendre les grandes évolutions du monde.

Voir la préface Voir

Présentation sur le site des éditions Choiseul Voir

P.-S.

Auteur de *Géopolitiques, manuel pratique*, Paris, Choiseul, 2010. Docteur en Histoire et agrégé, Patrice Gourdin enseigne à à l'École de l'Air (Salon-de-Provence)